



Flash

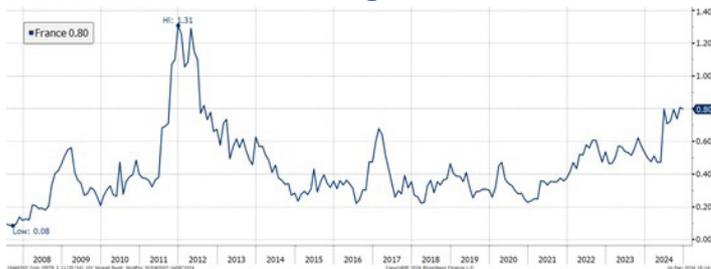
Note commerciale

Décembre 2024

Instabilité politique en Europe

Depuis les élections européennes, la crise politique s'enlise en France avec le vote d'une motion de censure contre le gouvernement de *Michel Barnier*. L'Assemblée nationale française s'est opposée au budget 2025 présenté par l'ancien négociateur du Brexit. L'effort budgétaire annoncé était de 60 milliards d'euros afin de revenir à un déficit de 5 % en 2025. *François Bayrou* a été nommé Premier ministre, toutefois, le chemin pour l'adoption d'un budget apparaît tortueux et une seconde censure pourrait suivre. Ces difficultés politiques pèsent sur l'écart de taux entre la France et l'Allemagne mais également sur l'économie de l'Hexagone. En effet, les sondages auprès des directeurs d'achat¹ font état d'une contraction de l'activité pour le 4^e mois consécutif.

Écart Allemagne 10 ans



Source : Bloomberg, OGF

Dans le même temps, la coalition allemande a éclaté en raison de divergence sur le frein à l'endettement, les libéraux restant fermement attachés à la rigueur budgétaire alors que la gauche allemande souhaite relancer une économie chancelante. Aussi, des élections se tiendront fin février 2025 outre-Rhin. Ces incertitudes nuisent à une conjoncture déjà fragilisée par la crise énergétique et une industrie automobile allemande à bout de souffle. Dans ce contexte, la croissance outre-Atlantique devrait à nouveau excéder celle de la zone euro en 2025.

Inversement, le cap des États-Unis est clair à la suite de l'élection de *Donald Trump*. C'est pourquoi une diversification vers l'Amérique du Nord nous semble judicieuse pour les investisseurs européens. Les principaux risques liés au retour du président républicain concernent les droits de douane et par ricochet un rebond de l'inflation. La balance commerciale des États-Unis est nettement déficitaire avec la Chine puis l'Europe, ce qui en fait deux cibles privilégiées pour l'instauration de tarifs douaniers. Pour sa part, le déficit commercial américain avec le Canada est plus mesuré.

La BCE est-elle trop patiente ?

Le reflux de l'inflation a permis aux banques centrales de réduire les taux d'intérêt à partir de la mi-année 2024. Un mouvement favorable aux investisseurs, car les baisses de taux contribuent à relancer la croissance. Ainsi, le taux de dépôt de la *Banque centrale européenne* (« BCE ») s'établit à 3,0 % alors qu'il atteignait 4,0 % en début d'année, soit l'équivalent de 4 baisses de 0,25 %. L'institution basée à Francfort apparaît comme plus conservatrice que ses pairs européens, car la *Riksbank* en Suède et la *Banque Nationale suisse* ont réduit plus fortement leur taux directeur en décembre (-0,50 %). La décision de conserver une politique

1 - S&P PMI

2 - Le marché s'attend à une 4^e baisse mercredi 18 décembre

Les informations contenues dans ce document ne constituent pas une offre d'achat, de vente, de souscription ou de services financiers, ni une sollicitation d'une offre d'achat de quelques produits d'investissement que ce soit. Tout investissement comporte des risques. Ce document ne tient pas compte des circonstances particulières propres à tout destinataire individuel auquel cette communication a été envoyée et ne doit pas être invoqué pour prendre une décision d'investissement. Chaque personne est invitée à lire le prospectus du fonds d'investissement envisagé avant toute décision d'investissement.

monétaire restrictive alors que l'inflation est proche de la cible de 2 % et que la croissance est quasi nulle peut interroger. La BCE a pourtant abaissé ses prévisions de croissance et d'inflation pour la zone euro. Similairement, la *Réserve fédérale américaine* (« Fed »), dont l'économie domestique est considérablement plus dynamique que celle de la zone euro, devrait égaler² le nombre de baisses de la BCE. Enfin, la *Banque du Canada* a réduit de 1,75 % son taux directeur depuis le début d'année, soit l'équivalent de 7 baisses, et ce, alors que l'inflation canadienne est comparable à celle de la zone euro, respectivement 2,0 % et 2,3 %.

Taux directeur



Source : Bloomberg, OGF

Des perspectives bien orientées pour 2025

Dans la continuité de 2024, les banques centrales devraient poursuivre leur assouplissement monétaire à mesure que l'inflation se stabilise proche de 2,0 %. Le marché attend 5 nouvelles baisses de taux de la *BCE*, soit un taux de dépôt à 1,75 %, un soutien bienvenu pour l'économie de la zone euro. Ce scénario pourrait être contrarié par une hausse des droits de douane ou un nouveau choc énergétique qui relanceraient l'inflation. Toutefois, l'administration Trump n'a pas intérêt à relancer une inflation qui pénalise ses électeurs et la production de pétrole est attendue en hausse par l'*Agence Internationale de l'Énergie* malgré l'action de l'*OPEP+*.

L'indice phare de la bourse américaine, le S&P500, a dépassé les 6 000 points en novembre, établissant de nouveaux records. Une performance portée par les « 7 Magnifiques » (*Google, Amazon, Meta, Apple, Microsoft, Nvidia et Tesla*) qui progressent 1,5 fois plus vite que le marché³. Comme en 2022, le Canada démontre son intérêt pour un investisseur européen, notre stratégie actions canada gagne 18,1 % depuis le début de l'année contre 5,0 % pour son équivalent européen. Enfin, les obligations progressent légèrement, uniquement portées par le rendement courant. Malgré la baisse des taux courts, les taux plus longs (5/10 ans) n'ont pas baissé en 2024, ce qui n'a pas engendré de gain en capital.

Performances nettes de frais de gestion (%)	2024	2023	10 ans ⁴
Optimum Actions	5,0	12,8	64,7
Optimum Actions Internationales	11,4	14,0	83,6
Optimum Actions Canada (R)	18,1	11,5	50,2
Optimum Patrimoine	6,8	10,0	47,6
Optimum Obligations	2,1	4,8	0,0

Au 13 décembre 2024

3 - Au 29 novembre 2024 en dollar américain

4 - Au 29 décembre 2023

OPTIMUM GESTION FINANCIÈRE S.A.

94, rue de Courcelles, 75008 Paris, France

+ 33 1 44 15 81 81

optimumgam.fr

optimumgam.fr/linkedin

